

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/101
12 septembre 2003

(03-4882)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

LITUANIE

Déclaration de S.E. M. Darius Jurgelevičius
Sous-Secrétaire du Ministère des affaires étrangères

J'ai l'honneur et le plaisir, au nom de la délégation lituanienne de m'adresser à la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Cancún. J'ai également le privilège de vous exposer nos opinions et nos idées sur l'ordre du jour de cette importante réunion.

La situation actuelle confère une responsabilité extraordinaire et sans précédent aux activités de l'OMC, en tant qu'organisation véritablement universelle. Il y a deux ans, en novembre 2001, la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha s'est achevée avec le lancement d'un nouveau cycle de négociation, large et global. La déclaration adoptée à Doha reconnaît largement la nécessité que d'importants travaux soient accomplis sur la scène du système économique mondial et que les intérêts d'un grand nombre de pays soient pris en compte. Nous ne doutons pas que le système commercial international existant, assorti d'une poursuite de la libéralisation et d'un renforcement des règles, ainsi que l'octroi de flexibilités pour les pays les plus vulnérables bénéficieront à tous les participants. Voilà pourquoi nous nous sommes réunis à nouveau aujourd'hui pour affronter cette tâche essentielle et de grande importance – prendre des décisions collectives, donner une impulsion et formuler des recommandations pour le processus en cours. Nos efforts conjoints d'aujourd'hui devraient largement contribuer à renforcer la confiance générale dans les avantages du système commercial mondial.

À cet égard, je prends acte avec une satisfaction particulière des efforts récemment déployés par les délégations à Genève qui nous ont permis de parvenir à la décision qui s'imposait d'urgence sur les ADPIC et la santé publique et qui ont attesté du sens des responsabilités et de l'engagement des Membres s'agissant des problèmes sociaux et humanitaires. Je salue également la décision la plus récente sur les modalités du traitement spécial en faveur des pays les moins avancés dans les négociations sur les services. En outre, nous félicitons le Cambodge et le Népal d'avoir achevé les procédures d'accession qui leur permettront bientôt de participer au système multilatéral.

Concernant les points particuliers du Programme de Doha pour le développement, je dois vous faire part des vues de mon pays sur les questions qui nous importent particulièrement.

La Lituanie accorde une attention particulière aux négociations sur l'agriculture. Comme pour la plupart des Membres, l'agriculture constitue le secteur le plus sensible de notre économie et nécessite un processus de réforme en douceur.

Cependant, la Lituanie reconnaît pleinement les avantages d'une libéralisation progressive substantielle et considère ce cycle de négociation comme un pas décisif dans le processus de réforme globale. Compte tenu de tous ces éléments, je suis sûr que nous réussirons, ensemble, à trouver une solution appropriée et favorable à la réforme.

À cet égard, la Lituanie salue l'approche "cadre" lancée puis développée par la proposition conjointe CE-États-Unis, et reflétée en partie dans le document du Président du Conseil général. Cette approche permet, selon nous, de tenir compte des intérêts de la plupart des pays, sinon de tous. Nous sommes certains qu'elle reflète le niveau d'ambition le plus réaliste et le plus réalisable à ce stade des réformes et des négociations. La Lituanie regrette que certaines autres propositions ne présentent pas de résultats équilibrés et acceptables. Les propositions préconisant un plafonnement de la catégorie verte qui n'a pas d'effet de distorsion des échanges ou des réductions et une élimination de la catégorie bleue qui n'a qu'un effet de distorsion minimal sur les échanges sont incompatibles avec le processus de réforme de l'agriculture en cours et contredisent même le mandat de Doha. En outre, nous sommes convaincus que toutes les parties, à la seule exception des plus vulnérables, devraient participer et contribuer au processus de libéralisation mondiale en fonction de leurs capacités et de leurs intérêts commerciaux. Cependant, nous ne voyons aucune disposition de ce type dans le projet du Président du Conseil général.

S'agissant de l'accès aux marchés des produits non agricoles, je fais part du fort sentiment de confiance qu'a la Lituanie dans les avantages globaux de la libéralisation pour toutes les parties. En tant que pays ayant pris des engagements de vaste portée en matière d'accès aux marchés lors de son processus d'accession à l'OMC, la Lituanie se considère comme un bon exemple de libéralisation pouvant être suivi par les autres Membres de l'OMC. À cet égard, la Lituanie est en faveur et demande l'application d'une formule simple, unique et non linéaire. Par ailleurs, la Lituanie soutient l'approche proposée pour une libéralisation complémentaire par l'application d'une composante de réduction tarifaire sectorielle qui préserve toutefois le caractère obligatoire.

Concernant les *questions de Singapour*, je reconnais l'importance et les avantages particuliers de chacune d'entre elles. En particulier, je souligne l'importance qu'il y a à élaborer des règles améliorées en matière de facilitation des échanges. L'absence de telles règles s'est avérée être un obstacle de taille pour les opérateurs économiques de mon pays. C'est pourquoi je suis fermement convaincu que l'élaboration d'un ensemble de règles internationales en matière de facilitation des échanges, en particulier dans le domaine douanier, pourrait contribuer à résoudre les problèmes qui persistent du fait de lourdes procédures et prescriptions en matière de passage frontalier, de transit ou de documentation. Cela pourrait également contribuer à créer un meilleur environnement commercial pour le commerce international. La Lituanie demande donc instamment aux Membres de ne pas saper les solutions qui se profilent.

Enfin, j'aimerais de nouveau exprimer notre vif espoir que le Programme de Cancún traite toutes les multiples questions que nous avons soulevées. Des décisions importantes à prendre ici dépendra le succès du Cycle du développement de Doha. Pour en assurer la réussite, tous les pays Membres de l'OMC devront faire preuve d'une forte volonté et d'une ferme détermination. Nous avons la responsabilité collective de prouver que le concept du développement et de la mondialisation n'est pas un vain mot et que l'OMC est le moteur d'une libéralisation universellement acceptable. Nous avons en même temps le privilège et le devoir de montrer que nous sommes capables de trouver des solutions appropriées aux défis que nous lance un monde nouveau.

Chers représentants des États Membres et observateurs, chers invités, je souhaite tout le succès possible à cette Conférence et adresse des remerciements particuliers aux organisateurs de cette manifestation. Je suis certain que l'organisation parfaite et l'hospitalité dont nous bénéficions ici contribueront à la réussite globale de ce forum.
